

CONFERENCE DE PRESSE DU 19 /03 /2014

Position de la Ligue ITEKA suite au contexte socio-politique actuel au Burundi

1. La Ligue burundaise des droits de l'homme « ITEKA » suit avec attention la situation socio-politique actuelle du pays caractérisée par des malaises internes qui se manifestent sous les aspects suivants :
 - d'une part, le gouvernement et les partis au pouvoir présentent la situation actuelle comme normale où tout va très bien sauf quelques partis politiques, media et organisations de la société civile qui veulent saper l'ordre et la tranquillité dans le pays ;
 - d'autre part, des frustrations, des grogues, des lamentations, des cris de désespoirs viennent dans les différents milieux socio-politiques et professionnels.
2. Malgré ce discours rassurant du gouvernement, on observe sur terrain une situation confuse qui n'est pas de nature à rassurer :
 - Confrontation verbale entre le parti au pouvoir et les partis de l'opposition réunis au sein de l'Alliance des Démocrates pour le changement « ADC-İKIBIRI » ;
 - le boycott des auditoires des cours par des étudiants des universités publiques ;
 - les grèves ou préavis de grèves dans le domaine de l'éducation, santé et autres ;
 - la grogne des journalistes qui subissent des mises en garde dans leur profession ;
 - l'ordre des avocats qui n'exercent pas leurs activités en toute liberté ;
 - les magistrats qui sont opposés d'une fin de non-recevoir dans leur revendication d'indépendance de la magistrature ;
 - certaines organisations de la société civile qui sont pontées du doigt par le pouvoir de travailler de mèche avec les partis de l'opposition ;

- les dissensions internes dans les partis politiques surtout ceux de l'opposition où le pouvoir serait ponté du doigt pour avoir une main derrière,
 - les écrits qui se lisent sur les sites internet qui parlent du Burundi ;
 - les déclarations faites par les organisations nationale et internationales voir les missions diplomatiques ;
3. La Ligue ITEKA estime que ces défis qui se multiplient surtout à la veille des élections au Burundi sont de nature à créer la peur, la méfiance et l'intolérance entre les acteurs politiques burundais mais aussi entre la population civile.
 4. La Ligue ITEKA reste convaincue que le gouvernement est construit sur la volonté du peuple burundais et est responsable devant lui et en respecte les libertés et les droits fondamentaux, comme l'article 15 de la Constitution le précise clairement.
 5. A cet effet, la Ligue ITEKA demande au Gouvernement, à l'Assemblée Nationale et le Sénat de quitter les bureaux et organisent des réunions d'échanges avec la population burundaise dans sa diversité : intellectuelle et non intellectuelle, représentants des partis politiques, des confessions religieuses, de la société civile et du secteur privé sur ces défis qui guettent le peuple burundais.
 6. Ces réunions d'échanges commenceraient dans les communes de la Mairie de Bujumbura et pour enfin s'étendre dans d'autres provinces de l'intérieur du pays.
 7. La contribution de la population à travers ces échanges avec les différentes institutions guideraient le gouvernement dans les décisions qu'il doit prendre et à l'Assemblée Nationale et le sénat d'avoir un feedback sur les textes qu'ils adoptent par rapport aux besoins de la population.

Ce serait une façon de faire contribuer le peuple burundais aux destinées de son pays et par conséquent détendre le climat actuel pour arriver aux élections libres, apaisées et transparentes.

Fait à Bujumbura le 19 mars 2014

Pour la Ligue ITEKA
Maître NDAYIZEYE Joseph,

